

## L'Europe ne veut pas d'un «Guantanamo pour migrants»

**L'UE cherche une issue à la crise en cours sur le volet migratoire. Elle relance l'idée de camps de rétention dans les pays de départ. Un mini-sommet abordera la question dimanche.**

VINCENT GEORIS

L'Union européenne traverse une nouvelle crise majeure sur le front de la migration, en dépit des progrès engrangés ces derniers mois. Une importante réunion des dirigeants européens doit avoir lieu jeudi et vendredi prochain à Bruxelles.

La «mère de tous les sommets», le plus important de l'année, doit en principe traiter du Brexit, d'économie et de défense. Mais la crise migratoire s'est invitée en dernière minute, sous les coups de boutoir du ministre italien de l'Intérieur Matteo Salvini, leader de la Ligue d'extrême droite et du chancelier autrichien Sebastian Kurz, en coalition avec le FPÖ d'extrême droite.

Les vingt-huit sont divisés depuis trois ans sur la réforme de Dublin qui détermine dans quel État est traitée une demande d'asile. Ils sont aussi en désaccord sur la question de la relocalisation des migrants visant à décharger l'Italie et la Grèce de la pression migratoire. Les pays de l'est, peu solidaires, rechignent à accueillir leur part de réfugiés.

Pour rapprocher les positions, la chancelière allemande Angela Merkel a convoqué un mini-sommet en-

tre huis pays sur la question migratoire (Allemagne, Belgique, Autriche, France, Italie, Malte, Bulgarie et Espagne) dimanche à Bruxelles.

Formellement, l'invitation vient du président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker, qui supplée au président du Conseil Donald Tusk, occupé à faire le tour des capitales européennes pour déminer le terrain. L'invitation a été étendue à tous les pays désireux de participer. Les anciens pays de l'est (Hongrie, Tchéquie, Slovaquie, Pologne), réunis dans le groupe de Visegrad ont annoncé qu'ils boycotteront cette rencontre.

### Camps de rétention

Jeudi, le commissaire européen chargé des Migrations, Dimitris Avramopoulos, a défendu l'idée de créer des plateformes d'accueil des migrants dans les pays d'Afrique du Nord et en Albanie, afin de trier les réfugiés potentiels des migrants économiques. Cette proposition vient, à l'origine, du Premier ministre hongrois Viktor Orban. Refusée en 2015, au plus fort de la crise migratoire, elle a été remise au goût du jour mardi par le président Tusk.

«Je suis contre des Guantanamo pour les migrants, cela va à l'encontre des valeurs européennes. Ce n'est pas cela dont nous discutons, c'est hors de question», dit le commissaire Avramopoulos. Notre grand objectif est de sauver des vies.»

La Commission européenne est

en contact avec les Nations unies et l'Organisation internationale des migrations (OIM) pour tenter de créer ce dispositif, qui nécessite un accord avec les pays concernés.

Pour la Commission, ces camps permettraient «d'encourager les retours volontaires dans les pays d'origine et les réinstallations de réfugiés en Europe». Pour l'heure, aucun État tiers ne s'est porté candidat pour accueillir ces plateformes. «C'est parce qu'aucune proposition officielle n'a été faite», dit le commissaire grec. Cette proposition sera inscrite dans le projet de conclusions du sommet.

La création de ces camps serait suivie d'une aide accrue au développement des pays d'origine. Mais là aussi, les promesses ne sont pas remplies. «Il faut faire davantage pour contrer les causes de la migration», ajoute Dimitris Avramopoulos. L'UE a déjà avancé 2,8 milliards d'euros pour un fonds consacré à cet effet. «Il manque encore 1,2 milliard.»

### Regain de populisme

Plusieurs développements ont ramené le dossier migration au plus haut des priorités: les tensions sur la politique migratoire entre la CDU et la CSU allemandes, la volonté du chancelier autrichien Sebastian Kurz de créer un «axe de volontaires contre l'immigration» entre l'Allemagne, l'Autriche et l'Italie, et la décision du leader d'extrême droite italien Matteo Salvini de refuser l'accostage de navires humanitaires.

Pourtant, les arrivées de migrants en Italie se sont taries de 85% par rapport à l'année 2017. Tandis que le nombre de demandes d'asile en Europe a baissé de 44% en 2018 par rapport à l'année passée. «Nous sommes dans une situation historique. Pour la première fois, en soixante ans, nous sommes confrontés à ces défis. Les populistes profitent de cette situation pour survivre, dit le commissaire Avramopoulos, mais pouvez-vous imaginer une Europe avec des frontières fermées? Non.»